

# Les banques à l'épreuve

Des scénarios économiques extrêmes testent la résistance des banques

Hiroko Oura et Liliana Schumacher

UNE VISITE chez le cardiologue comprend souvent un test d'effort. Comme un examen de routine n'est pas suffisant pour juger de l'état du patient, le médecin le fait donc marcher ou courir sur un tapis roulant ou pédaler sur un vélo stationnaire à en perdre haleine, parce qu'il est plus facile de diagnostiquer un problème cardiaque quand le cœur bat plus fort et plus vite. Le patient peut ne présenter aucun signe ou symptôme pathologique au repos mais, quand il est sollicité pendant un exercice, le cœur doit travailler davantage et a donc besoin de plus de sang et d'oxygène. Si l'on constate qu'il en reçoit trop peu, cela peut aider à détecter de possibles problèmes.

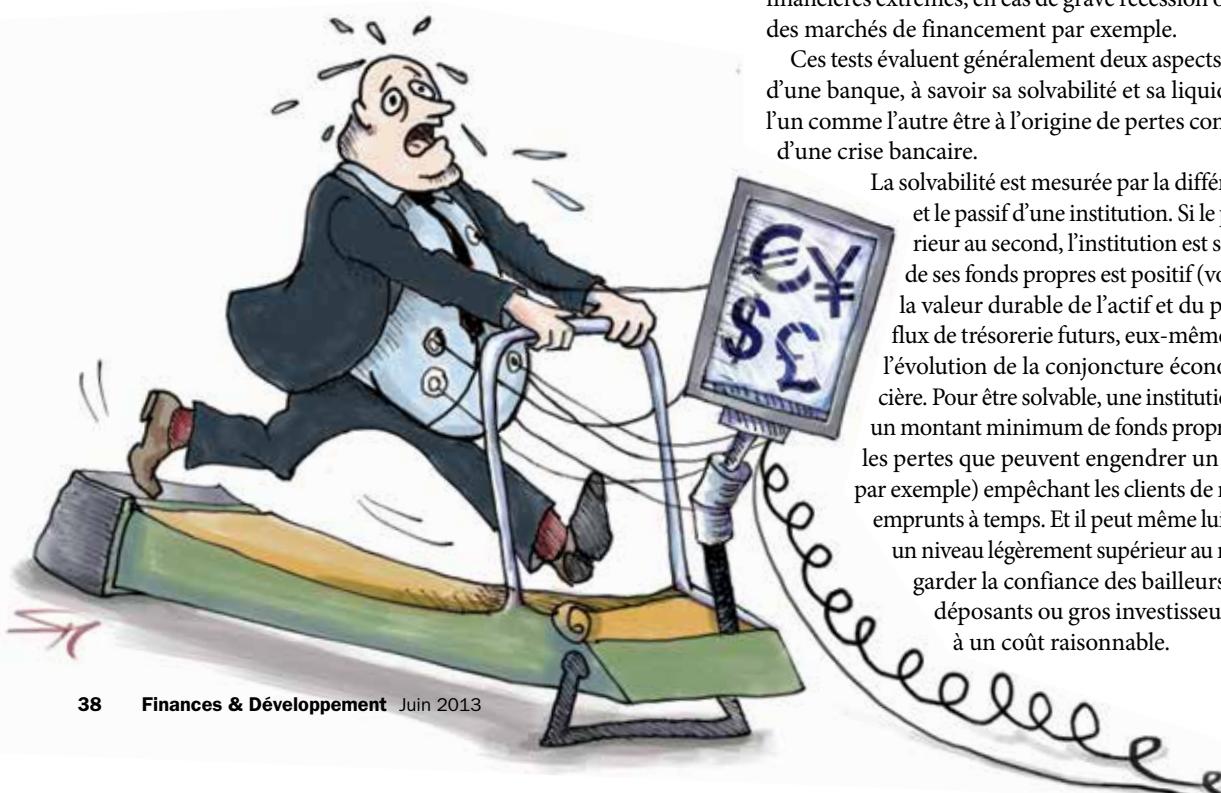
En faisant subir des tests de résistance aux banques, qui sont des piliers de l'économie, les économistes font un peu la même chose. L'objectif des tests est de détecter et d'aider les banques en difficulté pour réduire les risques de crise bancaire. On parle de

crise bancaire quand plusieurs banques deviennent insolubles ou ne peuvent plus tenir leurs échéances. Ces incidents perturbent l'économie en limitant l'accès aux prêts de longue durée ou aux liquidités nécessaires à la production et la distribution de biens et de services, ce qui pèse ensuite sur la croissance, l'emploi et, au final, sur le niveau de vie des citoyens.

Pour réduire au minimum les risques d'une crise bancaire génératrice de perturbations, il faut détecter les faiblesses des banques quand il est encore temps d'y remédier. Mais, comme dans le cas du cœur humain, les fragilités des institutions financières peuvent rester invisibles si l'on se contente d'examiner les résultats obtenus dans des périodes où la conjoncture économique est calme et où aucun problème insurmontable ne se pose. Pour évaluer correctement la santé des banques, on les soumet à des tests de résistance fondés sur différentes hypothèses, afin de déterminer ce qu'il adviendrait dans des conditions macroéconomiques et financières extrêmes, en cas de grave récession ou de tarissement des marchés de financement par exemple.

Ces tests évaluent généralement deux aspects de l'état de santé d'une banque, à savoir sa solvabilité et sa liquidité, qui peuvent l'un comme l'autre être à l'origine de pertes considérables, voire d'une crise bancaire.

La solvabilité est mesurée par la différence entre l'actif et le passif d'une institution. Si le premier est supérieur au second, l'institution est solvable, le niveau de ses fonds propres est positif (voir tableau). Mais la valeur durable de l'actif et du passif dépend des flux de trésorerie futurs, eux-mêmes dépendants de l'évolution de la conjoncture économique et financière. Pour être solvable, une institution doit conserver un montant minimum de fonds propres pour absorber les pertes que peuvent engendrer un choc (récession, par exemple) empêchant les clients de rembourser leurs emprunts à temps. Et il peut même lui falloir conserver un niveau légèrement supérieur au minimum afin de garder la confiance des bailleurs de fonds (petits déposants ou gros investisseurs) et se financer à un coût raisonnable.



Bilan bancaire simplifié					
Actifs		Passifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		Prêts banque centrale			
Actifs du marché monétaire	Prêts interbancaires	Passifs du marché monétaire	Emprunts interbancaires		
	Accords de rachat		Accords de rachat		
	Certificats de dépôt		Certificats de dépôt		
Titres	Détenus à des fins de transaction	Dépôts de la clientèle (institutions financières, secteur public, entreprises et ménages)			
	Participations et dettes disponibles à la vente	Emprunts à long terme			
	Titres détenus jusqu'à l'échéance	Instruments de dette			
Prêts à la clientèle (institutions financières, secteur public, entreprises et ménages)		Dérivés			
Dérivés		Autres emprunts			
Autres actifs		Fonds propres			
Éléments hors bilan					
Dérivés					
Créances conditionnelles (lignes de crédit, garanties, garanties (implicites) au bénéfice de structures <i>ad hoc</i> )					
Titrisation, engagements liés à la retitrisation					

Un *test de solvabilité* détermine si l'entreprise a des capitaux suffisants pour rester solvable dans un environnement macro-économique et financier défavorable. Il estime les bénéfices, les pertes et la variation de valeur des actifs si le scénario pessimiste se matérialise. Les facteurs de risque typiques sont les pertes potentielles associés aux défaillances d'emprunteurs (risque de crédit); les pertes sur titres liées aux fluctuations de marché, par exemple des taux d'intérêt, des taux de change et des cours boursiers (risque de marché); et le renchérissement du financement lié à la perte de confiance des investisseurs dans la qualité des actifs de la banque (risque de liquidité).

La solvabilité est mesurée par divers ratios de fonds propres, généralement dérivés des ratios réglementaires. On considère que la banque ou le système bancaire évalué réussit le test ou échoue selon que son ratio de fonds propres se maintient ou non au-dessus du seuil dit critique pendant la crise simulée. Les taux critiques sont souvent calés sur les exigences réglementaires minimales, mais peuvent s'en écarter si les circonstances le justifient. (Ainsi, le ratio critique peut être le minimum de fonds propres requis pour qu'une banque conserve sa note de crédit et continue d'avoir accès à des financements; on parle alors de taux critique pour le marché.)

Les *tests de liquidité* permettent d'évaluer si, dans une conjoncture de marché difficile, une institution parvient à honorer ses échéances en utilisant sa trésorerie, en cédant des actifs liquides ou en refinançant ses dettes. Par conjoncture de marché difficile, on entend qu'il est impossible aux banques de vendre leurs actifs liquides moyennant un prix et un délai raisonnables (problème d'illiquidité du marché) ou de refinancer leurs obligations ou encore d'obtenir de nouveaux financements (risque de financement). En période de tensions, la capacité d'une banque à rester liquide dépend souvent en grande partie de sa capacité à offrir rapidement des actifs en garantie. De par la nature de leurs activités, les intermédiaires financiers, et en particulier les banques, ont un bilan caractérisé par une asymétrie des échéances. La plupart des dettes (dépôts ou emprunts sur les marchés monétaires) sont à bien plus court terme que les actifs (prêts, par exemple) qu'elles

financent. Si un montant élevé de dépôts est retiré ou n'est pas renouvelé ou si une banque ne parvient pas à lever des fonds sur le marché interbancaire, elle peut tomber en panne de liquidité tout en étant solvable par ailleurs. C'est un peu ce qui arrive à une personne possédant une maison d'une valeur de, disons, 200.000 dollars, mais disposant de faibles liquidités et devant régler rapidement une facture très importante.

Les événements qui modifient brutalement la liquidité et la solvabilité sont souvent étroitement liés et difficiles à dissocier. Une pénurie de liquidité, par exemple, peut se transformer en problème de solvabilité si les avoirs ne peuvent pas être vendus, ou seulement à perte, au point que la valeur de l'actif devient inférieure à celle du passif. En période d'illiquidité, le renchérissement des financements peut déboucher sur un problème d'insolvabilité en faisant augmenter le coût des dettes. Le fait que les marchés se rendent compte des problèmes de solvabilité peut engendrer une pénurie de liquidité parce que les déposants ou les investisseurs n'ont plus confiance ou exigent de leurs banques des rémunérations supérieures.

L'un des intérêts du test de résistance est de déterminer si les problèmes de liquidité ou de solvabilité d'une institution donnée peuvent entraîner une crise du système bancaire dans son ensemble. Pour cela, il faut notamment identifier les institutions d'importance systémique (dont la faillite ou la pénurie de liquidité rejaurrait sur de nombreuses autres institutions) et reproduire les canaux de transmission des risques. Ce dernier exercice est particulièrement complexe et il faut poursuivre les recherches entreprises dans ce domaine.

## Rétrospective

Les tests de résistance sont utilisés par le FMI comme outil de surveillance depuis 1999, mais ils sont restés relativement inconnus du grand public jusqu'à la crise financière mondiale; ils ont alors été mis à contribution pour redonner confiance aux marchés.

Les banques s'en sont servis à partir du milieu des années 90, pour la gestion des risques internes. Depuis, ces tests sont devenus

un outil plus global d'évaluation des risques. L'une des premières institutions à avoir adopté les tests de résistance était JPMorgan Chase & Co., qui mesurait le risque de marché à partir du risque potentiel de perte maximale. Cette grandeur correspond aux fluctuations quotidiennes potentielles de la valeur d'un portefeuille de titres en cas de choc négatif exceptionnel sur les prix des actifs et ayant au maximum 1 % de chances de survenir, dans tous les scénarios possibles. Ces premiers tests couvraient des facteurs de risque et des expositions limitées et ne faisaient pas vraiment partie intégrante de la gestion globale des risques ni de la planification opérationnelle et financière des entreprises.

Au cours des deux dernières décennies, bon nombre de pays ont commencé à utiliser les tests de résistance macroprudentiels, qui analysent les risques systémiques en plus des risques associés à une institution en particulier (ce qui était l'unique objectif de l'évaluation du risque de perte maximale). Les résultats de ces tests figurent souvent dans les rapports nationaux sur la stabilité financière. Le FMI s'est aussi régulièrement appuyé sur des tests de résistance macroprudentiels dans le cadre des programmes d'évaluation du secteur financier lancés en 1999.

La crise financière mondiale a attiré l'attention du public sur l'application des tests de résistance aux institutions financières. Ces tests ont reçu un accueil mitigé; certains les ont accusés de n'avoir permis de détecter qu'une petite partie des facteurs de vulnérabilité à l'origine de la crise. Dans le même temps, on en a fait des outils de gestion de crise qui aident à prendre les bonnes décisions pour la recapitalisation des banques et contribuent à rétablir la confiance.

Des pays s'en sont servi pour déterminer si certaines de leurs institutions financières essentielles avaient besoin de capitaux supplémentaires, y compris publics. L'exercice conduit aux États-Unis dans le cadre du Supervisory Capital Assessment Program et les exercices organisés en 2010 et 2011 par le Comité européen des contrôleurs bancaires et par l'Autorité bancaire européenne ont attiré l'attention, car ils devaient établir si les banques avaient besoin d'être recapitalisées; la méthodologie détaillée ainsi que les résultats des banques ont été publiés en vue de ramener la confiance dans le système financier.

## Pratiques optimales

Les pratiques actuelles en matière de tests de résistance ne se fondent pas sur l'application systématique et approfondie d'une série de principes, mais procèdent d'essais et de tâtonnements : ils reflètent souvent l'insuffisance des données disponibles ainsi que des moyens humains et techniques. Le FMI a proposé récemment sept principes de «pratiques optimales» pour les tests de résistance (voir encadré) et présenté des directives opérationnelles à l'intention de ses services et des autorités chargées de la stabilité financière à l'échelle mondiale.

Les trois premiers principes soulignent qu'il faut avoir une bonne connaissance des risques, des modèles économiques et des canaux de propagation des risques à l'échelle de l'institution ou du système concerné avant de lancer les tests de résistance. Il s'agit d'y inclure toutes les institutions dont la faillite pourrait être très préjudiciable à l'économie («institutions d'importance systémique») et de simuler les effets induits et les mécanismes de répercussion susceptibles d'aggraver le choc initial. Ces phé-

nomènes sont reproduits à l'aide de modèles économiques qui simulent les interactions entre différents facteurs de risque (crédit, change, liquidité, par exemple) ou entre différentes banques.

Le quatrième principe insiste sur la nécessité de concevoir des tests de résistance tenant compte non seulement des prescriptions réglementaires traditionnelles, mais aussi des exigences du marché. Ce principe entérine la soumission croissante des banques aux règles du marché, liée à leur dépendance accrue aux financements de marché (ces financements proviennent de créanciers autres que les épargnants, portent généralement sur de gros montants et ne sont pas couverts par une assurance dépôts). Depuis une dizaine d'années, de nombreuses banques internationales tendent à s'appuyer plus fortement sur les financements de marché à court terme non garantis et moins sur les dépôts garantis.

Pendant la dernière crise, ces créanciers là, inquiets de la valeur des actifs et incertains quant au contenu des portefeuilles bancaires et aux pratiques de valorisation, se sont montrés réticents à prêter, déclenchant un choc de liquidité et mettant de ce fait les banques dans une position très difficile. La prise en compte tardive de cette peur et les difficultés politiques à trouver des solutions ont prolongé et aggravé la crise.

La conséquence pratique du quatrième principe est que les vues des marchés devraient être intégrées dans les tests de résistance fondés sur les normes réglementaires et comptables. Il y a plusieurs manières de le faire. On peut, par exemple, fixer des taux limites par rapport à des coûts de financement cibles. Les taux limites fondés sur les ratios réglementaires reflètent le ratio de solvabilité jugé suffisant par l'autorité de réglementation, mais les marchés peuvent se faire une idée différente de la solvabilité d'une banque. Dans un monde où les marchés peuvent imposer leur discipline aux banques en refusant de les financer, ces mêmes marchés peuvent exiger — et les banques ont intérêt à viser — des ratios de fonds propres permettant d'obtenir une certaine note de crédit ou de maintenir les coûts de financement au-dessous d'un certain niveau.

L'incidence potentielle du comportement des marchés sur la santé des institutions financières est une des autres clés pour comprendre le cinquième principe : la publication des résultats doit être «intelligente», c'est-à-dire que les tests doivent évaluer

## Principes proposés par le FMI pour les tests de résistance

Principe n° 1	Définir soigneusement le périmètre institutionnel.
Principe n° 2	Identifier tous les canaux de propagation des risques.
Principe n° 3	Inclure tous les risques et leurs facteurs d'atténuation.
Principe n° 4	Intégrer le point de vue des investisseurs dans la conception des tests de résistance.
Principe n° 5	Pour la publication des résultats, ne pas communiquer plus, mais communiquer mieux.
Principe n° 6	Se concentrer sur les risques extrêmes.
Principe n° 7	Ne pas négliger l'événement hautement improbable.

les risques sans détours, la portée et les limites des tests doivent être explicitement indiquées et l'annonce de leurs résultats doit se doubler de l'annonce des mesures envisagées pour remédier aux facteurs de vulnérabilité éventuellement détectés, y compris s'il faut annoncer des injections de capitaux. Dans de telles conditions, la publication des résultats peut atténuer les problèmes liés à une information incomplète dans les périodes d'incertitude et rétablir la confiance. Même quand les tests de résistance sont réalisés à des fins de surveillance, hors de tout contexte de crise, la communication de leurs résultats peut améliorer la sensibilisation aux risques, promouvoir une tarification plus réaliste des risques, renforcer la discipline du marché en période de haute conjoncture, et ainsi retarder les revirements d'humeur soudains des investisseurs.

Le sixième principe est d'ordre technique : il recommande à l'évaluateur d'utiliser des techniques statistiques et économétriques spécialement conçues pour identifier des scénarios extrêmes, généralement caractérisés par la matérialisation simultanée de nombreux risques.

Quelle que soit la sophistication du modèle d'analyse, la gravité des chocs simulés et l'intelligence de la stratégie de communication, le risque de voir l'«impensable» se produire n'est jamais exclu (principe n° 7). L'évaluateur ne doit jamais négliger le risque d'un événement hautement improbable.

Parce que les résultats des tests de résistance ne sont pas toujours conformes à ce qu'il advient réellement, il faut prévoir d'autres outils pouvant aussi fournir des informations sur les facteurs

qui menacent potentiellement la stabilité financière : analyse qualitative et quantitative des risques bancaires, indicateurs d'alerte précoce, modèles de viabilité de la dette, dialogue éclairé avec les autorités de surveillance et les participants du marché. L'estimation de la résistance d'une institution ou d'un système devrait s'appuyer sur toutes ces sources et pas exclusivement sur des simulations.

Bien qu'il soit opportun et souhaitable d'en améliorer la conception, les tests de résistance ne sont qu'un outil parmi d'autres permettant d'évaluer les principaux risques et points faibles d'institutions financières ou de systèmes financiers. Ils cherchent à montrer ce qui pourrait se passer. Mais aussi rigoureux que soient les évaluateurs, il existe toujours une marge d'erreur. Dans la très grande majorité des cas, les résultats des tests sont soit pessimistes soit optimistes. Et il faut compter avec le risque de modèle (le modèle ne reflétant pas les caractéristiques principales de la réalité sous-jacente) ou le problème de l'accès imparfait aux données ou de la sous-estimation de la gravité du choc.

Tout comme le test d'effort est un des nombreux moyens utilisés par le cardiologue pour juger de l'état de santé du patient, les tests de résistance des banques ne sont qu'un des instruments importants dont disposent les pouvoirs publics pour diagnostiquer et prévenir les crises financières. ■

*Hiroko Oura et Liliana Schumacher sont économistes principaux au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.*

## Like what you're reading?



Then like us on Facebook!

[www.facebook.com/financeanddevelopment](http://www.facebook.com/financeanddevelopment)